

Mehrheit der Schweizer Hausärzte für die Einheitskrankenkasse¹

55 Prozent der in der Schweizerischen Gesellschaft für Allgemeinmedizin zusammengeschlossenen Hausärztinnen und Hausärzte sind für die Einführung einer Einheitskrankenkasse.

Das ergab eine interne Umfrage des SGAM-Vorstandes bei seiner Basis im Dezember 2006, an der sich über 1200 (oder rund 30 Prozent der) Mitglieder beteiligten. In der Deutschschweiz halten sich Befürworter und Gegner die Waage, während die Westschweizer der Einheitskasse mehrheitlich zustimmen, was auf nationaler Ebene zu einem Ja-Stimmen-Anteil von 55 Prozent geführt hat. Vorgängig hatten die Hausärzte in der gleichen internen Erhebung die Frage zu beantworten, ob die SGAM überhaupt mit einer Stellungnahme an die Öffentlichkeit treten soll, was von über 80 Prozent der antwortenden Hausärzte bejaht wurde.

Inhaltlich argumentieren Befürworter und Gegner primär aus der speziellen Perspektive ihres Berufes. *Die Sorge um den Erhalt der Hausarztmedizin steht dabei bei allen im Vordergrund* und ist auf

beiden Seiten die Basis ihrer Argumentation.

Die Befürworter der Einheitskasse argumentieren in erster Linie mit ihren langjährigen Erfahrungen im Umgang mit den Krankenkassen. Sie befürchten bei einer Ablehnung weitere Einschränkungen ihrer Therapiefreiheit, noch stärkere Eingriffe in die hausärztliche Tätigkeit und ganz generell eine weitere Zunahme des politischen Einflusses der Krankenkassen (z.B. Verbreitung falscher, irreführender Hausarztmodelle, Ablehnung griffiger Anreizsysteme für Managed-Care-Modelle im Ständerat vom 5.12.2006 durch Kassenvertreter usw.). Ausserdem kritisieren die Befürworter die unethische und unsolidarische «Jagd nach guten Risiken», was die Solidargemeinschaft unserer Gesellschaft ernsthaft in Frage stelle (zumal sich die Krankenkassen nie ernsthaft um einen echten Risikoausgleich bemüht haben) und die Gesundheit zu einem handelbaren Gut degradiere. Bei einer Einheitskasse würden Behörden, Leistungserbringer und Versicherer auf einer gleichberechtigten Ebene entscheiden, und die schon lange gefor-

derte Entflechtung zwischen Grundversicherung und den Zusatzversicherungen würde Realität. Das Modell der Sozialversicherungen zeige ausserdem, wie dies funktionieren könne.

Die Gegner befürchten ein bürokratisches «Verwaltungsmonster», das Innovationen verhindere (z. B. alternative Versicherungsmodelle) und den Ärzten aus der Position eines Monopolisten keinen (Verhandlungs-) Spielraum mehr lasse. Eine Einheitskasse verhindere zudem den Wettbewerb und untergrabe das Bemühen um eine kostenbewusste, effiziente Medizin.

Unabhängig vom Ausgang der Abstimmung über die Einheitskrankenkasse wird sich die SGAM auf die Umsetzung ihrer drei Kernforderungen (bessere Arbeitsbedingungen, umfassende Mitspracherechte, praxisnahe Aus- und Weiterbildung) konzentrieren und am 1. April 2007 – ein Jahr nach der Kundgebung – einen «Tag der Hausarztmedizin» durchführen.

¹ Pressemitteilung der SGAM vom 19.1.2007.

Une majorité de médecins de famille se prononce en faveur de la caisse unique¹

Cinquante-cinq pour cent des médecins de famille rassemblés au sein de la Société Suisse de Médecine Générale (SSMG) souhaitent l'introduction d'une caisse unique.

C'est ce qui ressort d'un sondage interne réalisé par le comité de la SSMG auprès de sa base en décembre 2006, à laquelle 1200 praticiennes et praticiens (soit près de 30 pour cent de membres) ont participé. En Suisse alémanique, les partisans et les opposants du projet défendu par l'initiative sont au coude à coude, alors qu'en Suisse romande, une forte majorité de médecins de famille se prononce en faveur de la caisse unique. En moyenne nationale, les résultats du sondage donnent une majorité de 55 pour cent de oui. En marge de ce sondage, les médecins de famille devaient également répondre à la question d'une prise de position publique de la SSMG sur l'initiative et son objet, ce que 80 pour cent des médecins membres de la SSMG répondants ont clairement approuvé.

En ce qui concerne le contenu du projet, tant les médecins partisans de l'initiative que les opposants se sont d'abord prononcés par rapport à leur profession: *qu'ils soient favorables à la caisse unique ou non, pour les médecins, c'est bien la*

médecine de famille et son avenir qui sont au premier plan de leurs préoccupations.

Dans leur prise de position en faveur de la caisse unique, les partisans évoquent en premier lieu le bilan négatif de la collaboration avec les caisses-maladie. En cas de rejet de l'initiative, ils craignent de nouveaux obstacles à leur liberté thérapeutique, de nouvelles atteintes à l'exercice de la médecine de famille, et, en général, une influence encore plus marquée des caisses maladie sur la politique de la santé (la propagation de modèles de médecines de famille inadéquats et défavorables au patient ou encore le rejet par les représentants des caisses le 5 décembre 2006, au sein du Conseil des Etats, de systèmes incitatifs pour des modèles managed care en sont quelques exemples récents). En outre, les partisans au projet critiquent l'actuelle pratique de «chasse aux bons risques» contraire à toute éthique et au principe de solidarité au sein de notre société (les caisses-maladie ne se sont jamais réellement intéressées à la compensation des risques) ce qui a pour effet de réduire la santé des individus à une marchandise. Le projet de caisse unique est fondé sur une gestion paritaire impliquant les autorités politiques, les fournisseurs de prestations et les assureurs et permettrait de faire cette séparation

claire – souhaitée de longue date – entre assurance de base sociale et assurance complémentaire. Les assurances sociales suisses présentent des modèles de fonctionnement qui ont fait leurs preuves.

Les opposants craignent pour leur part que la caisse unique ne devienne un «monstre bureaucratique», qui fasse obstacle à toute innovation (par ex. modèles d'assurance alternatifs) et dont la position de monopole ne laisse guère de marge de manoeuvre et de négociations aux médecins. L'autre argument avancé est que la caisse unique inhiberait toute émulation et rendrait vain tout effort d'offrir une médecine à la fois efficace et économique.

Indépendamment de l'issue de la négociation sur la caisse unique, la SSMG continuera de concentrer ses efforts sur la concrétisation des trois revendications fondamentales formulées par les médecins de famille (de meilleures conditions de travail, être mieux entendus, une formation pré- et postgraduée proche de la pratique) en organisant notamment le 1^{er} avril 2007 – une année après la manifestation – une «journée de la médecine de famille».

¹ Communiqué de presse de la SSMG du 19 janvier 2007.